

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

## Journal de Pakistan

### Dossier

N° 59 du 18.10.2010

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Pakistan" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : [no-war.over-blog.com](http://no-war.over-blog.com)

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_pakistanais.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_pakistanais.htm)

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

Avant propos

· Les médias occidentaux pro USA usent d'un terme générique- *Al Qaida*- Taliban - pour désigner tous les résistants .... idem pour le mot 'terrorisme' employé par les Usa & ces acolytes

### Sommaire :

#### 1 Dossiers

1-1 Robert Stevens : Des responsables pakistanais et européens accusent les Etats-Unis d'avoir fabriqué la dernière al

1-2 [La CIA n'aime pas la démocratie...](#)

1-3 Françoise Chipaux : Le risque d'«afghanisation» du Pakistan.

1-4 Rick Rozoff : 10e anniversaire de l'invasion de l'Afghanistan & L'OTAN élargit la guerre de l'Afghanistan au Pakista

1-5 L'aide humanitaire au Pakistan sous contrôle de l'Otan et des États-Unis.

#### 2 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

2-1 Luc Delval : La menace terroriste, réelle et supposée

2-2 William Blum : La mentalité américaine.

2-3 Le Canada veut utiliser des bases pakistanaises....

2-4 La machine de guerre institutionnelle des Etats-Unis.

#### 3 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

3-1 Vers une invasion étatsunienne du Pakistan ?

#### 4 Annexe

4-1 Les lauréats du Prix Nobel de la paix après le 11-Septembre

---

---

Tiré à part :

## L'histoire (afghane) se reproduit .... Ben Laden résiderait confortablement au Pakistan .... Va t'on déclaré la guerre et envahir tout le Pakistan...

Ossama Ben Laden se trouve au nord-ouest du Pakistan, affirme lundi la chaîne américaine CNN, sur base de déclarations d'un "haut fonctionnaire de l'OTAN". Alors que les Etats-Unis intensifient leurs actions de guerre avec des attaques de drones et des avions sans pilote, Ben Laden, ainsi que son bras droit Eiman al-Zawahiri, habiteraient dans deux maisons proches l'une de l'autre et dans un "confort relatif".

"Aucun membre d'Al-Qaida n'habite dans une grotte", selon ce fonctionnaire anonyme de l'OTAN.

Il n'y a plus de trace d'Ossama Ben Laden depuis novembre 2001, lorsque le siège de sa cache dans les montagnes de Tora Bora avait échoué.

L'homme vit dissimulé depuis neuf ans déjà, même si certaines sources affirment que le terroriste est mort depuis quelques années à la suite d'une maladie aux reins.

Le gouvernement d'Islamabad dément régulièrement que l'homme derrière les attaques du 11 septembre se trouve au Pakistan.

(afp)

18/10/10 12h05

<http://www.7sur7.be/7s7/fr/1505/Monde/article/detail/1171220/2010/10/18/Ben-Laden-residerait-confortablement-au-Pakistan.dhtml>

---

## 1 Dossiers

### 1-1 Robert Stevens : Des responsables pakistanais et européens accusent les Etats-Unis d'avoir fabriqué la dernière alerte au terrorisme.

La semaine dernière, le quotidien britannique The Guardian publiait les commentaires de hauts responsables pakistanais et de responsables européens du renseignement disant que la dernière alerte au terrorisme avait des motivations politiques. Wajid Shamsul Hasan, l'ambassadeur du Pakistan en Grande-Bretagne, dit au Guardian que cette alerte avait été utilisée par les Etats-Unis afin de justifier une escalade de la guerre au Pakistan et en Afghanistan.

Ses déclarations faisaient suite à celles de certains hommes politiques européens rejetant l'affirmation de l'administration Obama qu'une attaque terroriste était imminente quelque part en Europe

Le 3 octobre, le ministère américain des Affaires étrangères avait fait une déclaration imprécise avertissant les citoyens américains en Europe de la menace d'attaques par des organisations liées à Al Qaïda. Elle ne mentionnait aucun pays en particulier et selon elle, il ne s'agissait là que d'« attaques terroristes potentielles ». La Grande-Bretagne, le Japon, la Suède et le Canada lancèrent rapidement des avertissements destinés à leurs propres citoyens leur demandant de prendre des précautions supplémentaires.

Un certain nombre de politiciens européens cependant, en Allemagne en particulier, se manifestèrent pour nier l'existence d'une menace imminente, entre autres Viviane Reding, la Commissaire européenne à la Justice et le ministre allemand de l'Intérieur, Thomas de Maizière.

Wajid Shamsul Hasan est un proche du président pakistanais Asif Zardari. Il dit au Guardian que malgré l'alerte lancée par les Etats-Unis et leur mise en garde contre de possibles complots commandités par Al Qaïda - dont le but serait d'attaquer des monuments célèbres dans les villes d'Europe occidentale - le gouvernement pakistanais n'avait reçu à leur sujet aucune information précise. « Si les Américains ont des informations concrètes à propos des terroristes et des gens d'Al Qaïda, ils devraient nous les donner et nous pourrions nous en occuper nous-mêmes », dit-il.

« De telles déclarations [de la part des Etats-Unis] sont un mélange de frustrations, d'incompétence et de manque d'appréciation de la réalité sur le terrain. Toute tentative de violer la souveraineté du Pakistan n'apporterait pas la stabilité en Afghanistan, ce qui est, je suppose, le principal objectif des forces américaines et de celles de l'OTAN ».

Les commentaires de Hasan expriment la préoccupation du gouvernement pakistanais quant au fait que les actions militaires aveugles des Etats-Unis - parmi lesquelles l'utilisation d'hélicoptères et de 'drones' au Pakistan - vont provoquer une opposition de masse dans le pays. Le régime Zardari sait que toute escalade des opérations militaires au Pakistan minera un peu plus le gouvernement pakistanais. Celui-ci est complice des innombrables crimes de guerre commis par Washington. Les attaques par drones et par hélicoptères ont « mis le feu au pays » dit Hasan. « Pourquoi font-ils tellement pression sur nous ? C'est une menace contre le système démocratique... Mais les gens au Pakistan ont le sentiment que Washington s'en fiche ».

Hasan avertit de ce que des attaques militaires futures de la part des Etats Unis pourraient déclencher des représailles dont les citoyens américains au Pakistan pourraient être la cible. « Le gouvernement ne veut pas prendre ce chemin », dit-il. « Mais les gens se sentent dupés. S'ils [les Américains] tuent encore quelqu'un, ils réagiront. On dit qu'il y a 3.000 membres du personnel des Etats-Unis au Pakistan. Ils feraient des cibles faciles. »

Parmi de telles cibles pourrait se trouver le personnel américain de la base aérienne pakistanaise de Jacobabad. Cette base se situe sur la frontière entre les provinces du Sind et du Baloutchistan et est utilisée par l'armée américaine comme base permanente depuis le 11 septembre 2001. Jacobabad est la base où se trouvent les forces de la CIA et c'est là aussi que se trouvent les hangars d'où sont lancés les drones.

Les attaques par drones ont été fortement intensifiées depuis l'arrivée au gouvernement de Barak Obama. Au cours de la première année de son gouvernement, les attaques de drones ont coûté la vie à plus de 700 civils pakistanais. Le lundi 4 octobre, quatre citoyens allemands furent tués lors d'une telle attaque près de la frontière afghane, au Nord-Waziristan. Des responsables pakistanais de la sécurité ont dit que huit personnes avaient été tuées en tout dans cette attaque.

Le mercredi 6 octobre, la BBC avait rapporté que « cinq militants présumés [avaient été] tués lors d'une attaque par drone dans le nord-est du Pakistan ». La BBC dit aussi que les Etats-Unis « avaient jusqu'à présent réalisé 27 attaques par drones dans cette région depuis le début du mois de septembre. » Ce genre de frappe a commencé en juin 2004 et le gouvernement pakistanais avait alors donné son feu vert.

Le Guardian a cité un autre diplomate pakistanais qui déclarait lui que les opérations avec des 'drones' échappaient à présent au contrôle du Pakistan. Il dit à ce journal : « Nous l'avons toujours nié dans le passé. Mais chacun sait que cela se passe. Nous devons nous réveiller ».

L'article déjà cité et paru dans le Guardian du 7 octobre mentionnait aussi des commentaires fait par des responsables des services de renseignements européens et niant plus ou moins l'affirmation par Washington d'un complot coordonné et préparé pour attaquer des emplacements en vue en Grande-Bretagne, en France et en Allemagne. Le Guardian écrit : « Ils [les responsables de services de renseignements européens] ont dit que Washington était 'le moteur' derrière l'affirmation d'une série de complots 'style commando' et que la CIA - peut-être parce qu'elle s'inquiétait de ce que cela attirait de façon inopportune l'attention sur ses attaques de drones - a elle aussi été extrêmement irritée de la publicité qui leur fut donnée ».

Un autre responsable dit au quotidien britannique « donner de la cohérence [aux affirmations de complot terroriste] dans un récit homogène n'a pas de sens ».

Le même article citait un « responsable du contre-terrorisme » qui rejetait l'hystérie nourrie à propos du citoyen britannique Abdul Jabbar depuis que ce dernier avait été tué au Pakistan. Jabbar et d'autres furent tués le 8 septembre au Nord-Waziristan lors d'une attaque par un drone américain. Cet habitant de Birmingham se serait vanté de vouloir apporter la guerre sainte en Grande-Bretagne en recrutant des centaines de terroristes dans un nouveau groupe, l'« Armée Islamique de Grande-Bretagne ».

Selon un compte-rendu des événements fait par le gouvernement pakistanais, Jabbar avait été pris pour cible et tué après qu'on l'eût entendu dire dans une réunion d'environ 300 personnes près de Miranshah au Pakistan, qu'il voulait attaquer le Royaume-Uni. Les services de renseignements pakistanais ont informé le gouvernement du Royaume-Uni de l'endroit où se trouvait Jabbar et les autorités britanniques en ont ensuite informé les Etats-Unis. Mais le Guardian cite un représentant du gouvernement britannique qui dit de ce plan d'attaque supposé du Royaume-Uni, « Nous n'y avons pas attaché trop d'importance ». Un « responsable du contre-terrorisme », cité dans le même article, dit qu'il n'existait « aucune confirmation » des affirmations de Jabbar.

Toujours dans ce même article du Guardian, un responsable des renseignements est cité, disant, « On a des discussions sur toutes sortes de choses – ce qui ne signifie pas nécessairement qu'il y a quoi que ce soit de concret. Fonder des groupes n'est pas facile ».

Deux jours plus tôt, le Sun, un autre quotidien britannique, avait cité une source des services de sécurité du Royaume-Uni déclarant que Jabbar « se croyait beaucoup plus important qu'il ne l'était en réalité. Et sa vantardise lui a coûté la vie. Une figure réellement dirigeante d'Al Qaïda n'aurait pas fait une erreur aussi idiote ».

Robert Stevens

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca),

Le 14 octobre 2010

[WSWS](http://www.wsws.org)

<http://mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=21454>

---

## 1-2 La CIA n'aime pas la démocratie...

Il ya deux ans et demie, le général Pervez Musharraf avait quitté la tête de l'Etat au Pakistan sous la pression à la fois de la rue et des Etats-Unis.

Aujourd'hui, alors qu'on pensait que l'ancien dictateur avait définitivement raccroché, voilà qu'il se rappelle au bon souvenir de ses concitoyens en créant son propre parti.

Et ce n'est pas le seul militaire qui fait parler de lui en ce moment.

Le général Ashfaq Pervez Kayani, chef de l'armée pakistanaise multiplie les rencontres avec les hauts responsables politiques du pays, notamment avec le président Asif Ali Zardari.

A Washington, on voit d'un bon œil les pressions de l'armée sur la classe politique jugée corrompue et incompetente. En effet, depuis deux ans, le Pakistan est engagé dans une spirale infernale.

Le pays qui dispose de l'arme nucléaire est en proie à une véritable guerre civile dans ses frontières avec l'Afghanistan. La 'démocratie' tant souhaitée et encouragée à l'époque par les Américains n'a eu les résultats escomptés.

A la CIA, les analystes sont sans concession : « si cela continue comme ça, le pays pourrait se désintégrer et on est pas à l'abri d'un coup d'Etat islamiste ». Une horreur que les experts de Langley ne voudraient pas voir, parce que la signifierait tout simplement l'embrasement de tout la région.

En écartant l'option de coup d'Etat, les Etats-Unis poussent l'armée à agir dans les coulisses afin de donner le tempo à la classe politique. Un jeu dangereux, estiment certains observateurs. Les généraux pakistanais ne sont eux-mêmes un modèle de vertu.

Les années de Pervez Musharraf sont là pour le rappeler à tout le monde.

13 Octobre

<http://www.maghreb-intelligence.com/monde/504-la-cia-naime-pas-la-democratie-pakistanaise>

---

### 1-3 Françoise Chipaux : Le risque d'«afghanisation» du Pakistan.

Nb La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage l'analyse de l'auteur mais doit être vu comme information.

Les pressions de Washington sur Islamabad atteignent leurs limites dans ce pays troublé.

La guerre en Afghanistan entre dans sa dixième année et, loin de se résoudre, le conflit s'étend de plus en plus au Pakistan voisin. La multiplication des attaques des drones de la CIA dans les zones tribales pakistanaises qui ne visent plus simplement les dirigeants supposés d'al-Qaida mais tous les résistants, mettent à mal les relations entre Washington et Islamabad. La vision différente que portent sur ce conflit les Etats-Unis et le Pakistan accentuent les contradictions entre deux alliés de circonstance qui n'ont jamais réussi à établir entre eux un minimum de confiance.

Le président Obama, qui a dès le début de son mandat compris que sans le Pakistan, il n'y avait pas de salut en Afghanistan, a essayé à la fois de jouer avec Islamabad de la carotte et du bâton sans obtenir ce dont ses militaires ont besoin: une lutte sans merci contre les sanctuaires talibans et autres extrémistes au Pakistan. La volonté affichée du président américain d'extirper au plus vite les Etats-Unis du bourbier afghan, la frustration de l'Otan en Afghanistan qui n'arrive pas à affaiblir l'insurrection des talibans explique les pressions renouvelées sur le Pakistan, mais celles-ci ont des limites.

La fermeture décrétée par les autorités pakistanaises pendant dix jours du col de Khyber (par lequel passe une grande partie du ravitaillement des troupes de l'Otan en Afghanistan) illustre l'importance stratégique d'un «partenaire» que de plus en plus de responsables américains dénoncent comme peu fiable. Cet arrêt des convois de l'Otan qui, dans le même temps, sont attaqués de toute part par les extrémistes islamistes, était la conséquence directe d'une incursion en territoire pakistanais d'un hélicoptère américain dont les tirs ont tué deux soldats pakistanais.

Le gouvernement d'Islamabad –très affaibli par son incapacité à répondre aux inondations sans précédent qui ont ravagé le pays, assiégé par une Cour suprême qui lui demande d'éliminer ses membres accusés de corruption et sous l'œil critique d'une armée aujourd'hui redevenue populaire– ne peut se permettre d'apparaître céder totalement sa souveraineté. La condamnation unanime de cette attaque par le Parlement, la déclaration du ministre de l'Intérieur Rehman Malik («nous devons savoir si nous sommes alliés ou ennemis») et le communiqué du ministère des Affaires étrangères indiquant «les incursions et frappes de cette nature sont inacceptables et pourraient conduire le Pakistan à considérer des représailles» sont certes à mettre au chapitre des «gesticulations», mais elles indiquent que le seuil de tolérance est proche.

Le prix du sacrifice

Au sein de l'armée et des services de renseignements, en première ligne dans ce qui concerne l'Afghanistan, le ras-le-bol est aussi très fort. Les militaires pakistanais, qui ont perdu plus de 2.000 soldats dans la lutte contre les résistants, estiment qu'en leur demandant toujours plus, les Etats-Unis ne reconnaissent pas à son juste prix le sacrifice consenti. La pomme de discorde présente, la demande américaine d'une intervention massive dans la zone tribale du Nord-Waziristan devenu le refuge des combattants d'al-Qaida et des militants de Serajuddin Haqqani, très actifs en Afghanistan, est jugée impossible par l'état-major pakistanais.

Officiellement les militaires pakistanais arguent du fait que leur armée est déjà trop déployée pour maintenir les acquis de ces précédentes opérations et qu'elle n'a pas les ressources nécessaires.

Plus fondamentalement toutefois, les stratèges pakistanais ne sont pas convaincus du succès de la nouvelle stratégie américaine en Afghanistan et craignent à juste titre qu'un départ des troupes occidentales ne ramène la guerre civile chez leur voisin. Dans ce cas, ils veulent tenir la carte pachtounne pour faire face aux ethnies du Nord qui ont toujours bénéficié du soutien de l'Iran et surtout de l'Inde. Les militaires pakistanais entendent bien être au cœur de toute solution au conflit afghan pour avoir à Kaboul un gouvernement ami à même de tenir l'Inde à l'écart. Car pour le chef de l'armée, le général Ashfaq Kayani et ses pairs, l'Inde reste «l'ennemi principal». Si New Delhi ne peut être totalement exclu d'Afghanistan, son rôle doit se limiter à faire de l'humanitaire et pas autre chose. Le conflit afghan figurera au menu des entretiens du président Obama qui se rend en Inde en novembre, mais la marge de manœuvre du président américain est quasi nulle, tant l'histoire nourrie de rancœurs pèse encore sur les relations entre New Delhi et Islamabad.

Les pressions américaines sur le Pakistan ont aussi leurs limites: les attaques de drones qui tuent des centaines de civils dans une population tribale pour laquelle la revanche est affaire d'honneur sont décriées fortement dans la population. Malgré les milliards de dollars déversés sur le Pakistan par Washington, les États-Unis restent hautement impopulaires et alors que des millions de personnes sont sans abri et n'ont plus grand-chose à perdre, ce n'est pas le moment de donner davantage d'arguments aux extrémistes. En l'absence d'un gouvernement crédible et capable de fixer un cap, sans effort de réhabilitation à la mesure des besoins, alors que l'économie s'effondre, la situation est suffisamment volatile dans ce pays de 180 millions d'habitants possesseur de l'arme nucléaire pour ne pas y ajouter des éléments de déstabilisation.

Françoise Chipaux

13 octobre 2010

<http://www.slate.fr/story/28577/pakistan-etats-unis>

---

## 1-4 Rick Rozoff : 10e anniversaire de l'invasion de l'Afghanistan & L'OTAN élargit la guerre de l'Afghanistan au Pakistan.

### 10e anniversaire de l'invasion de l'Afghanistan

Le 7 octobre, les États-Unis et leurs alliés de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord entameront leur dixième année de guerre en Afghanistan, situé à plus de 3 000 milles des quartiers généraux de l'OTAN à Bruxelles.

Le mois suivant, des élections de mi-mandat auront lieu aux États-Unis et l'OTAN tiendra un sommet de deux jours au Portugal.

L'administration américaine cherche désespérément un triomphe – ou du moins, un semblant de triomphe – en politique étrangère, afin de conserver le contrôle du Parti démocrate au Congrès, et l'OTAN cherche à justifier une mission militaire qui s'avère la plus longue et la plus étendue de ses 61 années d'existence.

Le président Barack Obama a triplé le nombre de soldats de combat américains en Afghanistan, le portant à 100 000. Lorsqu'on inclut les forces provenant des autres pays membres de l'OTAN et des pays partenaires, cela fait plus de 150 000 soldats étrangers en Afghanistan, du jamais vu dans ce pays décimé par la guerre.

De ce nombre, 120 000 sont maintenant sous la commande de la Force internationale d'assistance et de sécurité (ISAF), un nombre sans précédent pour une opération militaire dirigée par l'Alliance atlantique nord.

La Force kosovienne de l'OTAN à son apogée comprenait 50 000 soldats, mais ils ne furent envoyés dans la province serbe qu'à la fin d'une guerre aérienne qui a duré près de trois mois.

Les 120 000 soldats de l'OTAN présentement actifs – provenant de 50 pays, alors que d'autres s'apprêtent à envoyer des troupes en surcroît – sont au cœur d'une guerre ouverte des plus longues et des plus meurtrières. C'est la première guerre terrestre de l'OTAN, ses premières opérations de combat en Asie.

L'année dernière a été la plus meurtrière pour les États-Unis et pour l'OTAN dans ce conflit qui perdure depuis neuf ans. Cette année s'est avérée aussi des plus coûteuses en termes de soldats tombés au combat. Et il reste encore trois mois. Washington et Bruxelles pourraient décider de sauver la face et de mettre un terme aux hostilités au moyen d'un stratagème incluant un règlement politique interne et des mesures fondées sur un véritable maintien de la paix international – plutôt que de compter sur les activités subversives menées par la ISAF, établie sur la base d'un mandat des Nations unies en décembre 2001 mais qui, aujourd'hui, est devenue l'instrument par lequel l'OTAN mène la guerre en Afghanistan ainsi que chez son voisin, le Pakistan.

Cette perspective est peu probable, puisque la métaphysique militaire prédominante à Washington depuis les dernières 65 années ne peut accepter qu'une victoire ou, du moins, un semblant de victoire. Un héritage de défaite en Afghanistan ne pourrait que ternir l'image d'un président qui n'aura pas réussi à assurer la victoire ainsi que de son parti qui serait alors accusé de manquer de cœur au ventre et de défaitisme.

En ce qui concerne l'OTAN, le concept stratégique qui sera adopté en novembre est fondé sur un concept d'expansion du bloc en une force expéditionnaire mondiale du XXIe siècle, et l'Afghanistan en est le banc d'essai. Si l'OTAN perd l'Afghanistan, si elle perd en Afghanistan, elle sera sujette aux critiques de ses pays membres et leurs citoyens qui auront sacrifié leurs fils et filles dans l'intérêt des ambitions internationales de l'OTAN.

Comme le déclarait l'ancien secrétaire général, Jaap de Hoop Scheffer, il y a six ans : « Que fait l'OTAN en Afghanistan ?

Elle défend des valeurs au Hindou Kouch dans un climat international bien connu de tous. Nous devons combattre le terrorisme partout. Si nous ne le combattons pas au Hindou Kouch, ce terrorisme se retrouvera chez nous. En d'autres mots, cette perception fragile [face aux agissements de l'alliance militaire de l'Atlantique nord en Asie du sud] doit être solidifiée et consolidée une fois pour toutes – pour l'avenir de l'OTAN, cette démarche est primordiale. »[1]

L'OTAN élargit la guerre de l'Afghanistan au Pakistan

Non satisfaite du Vietnam qu'est devenu l'Afghanistan, l'OTAN a maintenant entrepris son incursion cambodgienne. Les implications de cette nouvelle incursion, par contre, sont beaucoup plus lourdes que pour le Vietnam des années soixante et soixante-dix, puisqu'elle se passe cette fois au Pakistan, un pays avec une population de presque 170 millions d'habitants et qui possède des armes nucléaires.

Au même moment où les États-Unis menaient leur vingtième attaque meurtrière à base de lancement de drones sur le sol Pakistanais, le 27 septembre, des attaques cinq fois plus importantes qu'au mois d'août, l'OTAN pour sa part menait une série d'attaques à base d'hélicoptères dans le nord-ouest du Pakistan. Invoquant le « droit à la légitime défense » et la « poursuite immédiate » des insurgés soupçonnés d'avoir attaqué un camp de l'OTAN, l'avant-poste de combat de Narizah dans la province afghane de Khost, près de la frontière pakistanaise, des



hélicoptères d'attaque de l'OTAN ont mené en fin de semaine deux raids dans les régions tribales où les frappes de drones ont tué un nombre record de personnes en un mois.

Le nombre de personnes tuées, qu'on nomme machinalement dans la presse occidentale insurgés, militants ou terroristes, était d'abord de 30, ensuite de 50, puis 60, 70, et plus tard « 82 et plus ».[2]

Nous ne connaissons jamais de façon définitive ni le nombre ni l'identité des victimes.

Selon les journaux, les cibles visées étaient des membres du réseau Haqqani, fondé par le dirigeant vétéran des moudjahidines, Jalaluddin Haqqani, un héros américain du temps qu'il menait des attaques à partir du territoire pakistanais contre des cibles afghanes, il y a quelques années. C'était un des « combattants de la liberté » de Ronald Reagan. Il y a deux ans, le New York Times écrivait : « Dans les années 80, Jalaluddin Haqqani était entretenu en tant qu'actif de la CIA et recevait des dizaines de milliers de dollars comptant pour son travail qui consistait à combattre l'armée soviétique en Afghanistan, selon un compte-rendu paru dans The Bin Ladens, le dernier livre de Steve Coll. À ce moment-là, Haqqani aidait et protégeait Osama bin Laden, qui mettait sur pied sa propre milice pour combattre les forces soviétiques, écrit Coll. »[3]

En ce qui concerne le regret exprimé par certains à l'effet que l'admirable Haqqani ait récemment fait des Talibans ses alliés – un de ceux-là étant feu Charlie Wilson, qui disait de Haqqani qu'il était « la bonté incarnée » – à l'occasion de émission de NBC, Meet the Press, l'année dernière, le président pakistanais Asif Ali Zardari avait déclaré aux téléspectateurs américains que le Taliban « faisait partie de votre passé et du nôtre, et le Renseignement inter-services pakistanais et la CIA les ont créés ensemble. Et je peux vous citer 10 livres, 10 philosophes et 10 articles qui confirmeront mes dires... »[4]

Le 27 septembre, deux hélicoptères de l'OTAN ont attaqué l'agence Kurram située dans les régions tribales pakistanaises, tuant six personnes et en blessant huit. Un porte-parole du gouvernement pakistanais local a dit que toutes les victimes étaient des civils. Selon le Dawn News, « ce n'est pas la première fois que l'OTAN bombarde la région. »[5] Donc trois attaques en trois jours causant 100 décès.

Le même jour, une frappe de missiles drone tuait quatre personnes à l'agence du Waziristan du nord. « L'identité des quatre personnes tuées lors de l'attaque n'est pas connue... »[6]

Ces incidents ont eu lieu alors que le nouveau livre de Bob Woodward, Obama's Wars, révélait qu'« une armée secrète de 3 000 soldats paramilitaires afghans dirigés par la Central Intelligence Agency avait mené des raids outre-frontière au Pakistan ».[7]

Après une montée en intensité échelonnée sur deux ans et consistant en des opérations secrètes – des attaques par hélicoptères de combat et des raids menés par des équipes spéciales d'assassins – les États Unis et l'OTAN sont impliqués à l'heure qu'il est dans une guerre dans le nord du Pakistan qui bat son plein et qui ne peut être niée.

Le Pentagone – les hélicoptères utilisés lors des attaques des 25 et 26 septembre étaient des Apaches américains et des Kiowas – a défendu les frappes de la fin de semaine en prétendant qu'elles respectaient leurs règles d'engagement et le porte-parole du département de la Défense, le colonel Dave Lapan, a dit que les États-Unis suivaient le « protocole approprié » à la lettre et que « nos soldats ont le droit de se défendre. »[8]

Un porte-parole de l'ISAF avait d'abord nié que les forces de l'Alliance avait mené des attaques à l'intérieur des frontières pakistanaises, bien que les porte-parole de la police afghane aient confirmé le contraire. Le 27 septembre, par contre, l'ISAF a confirmé que les forces de l'OTAN avaient mené des frappes meurtrières. Alors que la troisième attaque par hélicoptères de l'OTAN avait lieu le jour même, « les porte-parole de la Coalition ont dit que les attaques outre-frontières étaient conformes à ses règles d'engagement puisque les insurgés les avaient attaqués au delà de leurs frontières ».[9]

Un porte-parole de l'OTAN a informé la presse que « les forces de l'ISAF ont le devoir et la volonté de défendre l'autorité, selon leur mandat, de se défendre lors de l'accomplissement de leur mission ».[10]

Mehmood Shah, un ancien porte-parole de la sécurité du gouvernement pakistanais dans la région où les hélicoptères de combat et les frappes de drones ont tué plus de 200 personnes dans moins d'un mois, a dit au sujet de ces dernières attaques de l'OTAN : « Ces incidents sont vraiment un point tournant. Ils [l'OTAN] doivent comprendre que la prochaine fois pourrait mener à la guerre. Il faut déployer nos unités de combat pour faire feu sur eux. Cette frontière est sacrée. L'OTAN doit réaliser qu'elle a un mandat pour opérer en Afghanistan et non au Pakistan. »[11]

Le 27 septembre, le ministre de la Sécurité, Rehman Malik, a dénoncé les raids de l'OTAN en tant que violations de l'intégrité territoriale et de la souveraineté nationale du Pakistan et a annoncé au sénat du pays que l'ambassadeur afghan à Islamabad serait convoqué afin d'expliquer ces attaques. Malik et le gouvernement pakistanais savent, somme toute, que l'administration de Hamid Karzaï à Kaboul ne contrôle aucunement les agissements des États Unis et de l'OTAN dans son propre pays, encore moins au Pakistan. Le commentaire du ministre de la Sécurité était pour consommation interne seulement, visant à calmer l'indignation populaire, mais comme le Pakistan lui-même est maintenant un partenaire de l'OTAN et un auxiliaire des États-Unis[12], ses représentants, comme ceux de l'Afghanistan, ne seront aucunement prévenus en cas de futures attaques. Malgré tout, la pression interne a poussé Malik à dénoncer les attaques contre son pays et à affirmer : « Je considère que les attaques en territoire pakistanais sont une atteinte à la souveraineté du Pakistan. » Un sénateur de la Ligue musulmane pakistanaise de Nawaz « a demandé au gouvernement d'informer le parlement de l'existence de tout accord conclu avec les États-Unis qui autoriserait les attaques par drones ».[13]

De même, le porte-parole de l'Office des affaires étrangères du Pakistan, Abdul Basit, est allé encore plus loin et a contesté de façon officielle et sans équivoque auprès des quartiers généraux de l'OTAN à Bruxelles les frappes aériennes menées au cours de la fin de semaine, émettant une déclaration qui dit en partie : « Ces incidents

représentent une nette violation et un non-respect du mandat de l'ONU qui autorise l'ISAF à agir », et que ce mandat « se termine/prend fin » à la frontière afghane.

« Il n'existe pas de règlement ou d'entente au sujet des poursuites.... Toute suggestion du contraire n'est pas basée sur les faits. De telles violations sont inacceptables. »[14]

Le soir du 27 septembre, suite aux plaintes soulevées par les Pakistanais, l'ISAF de l'OTAN a tenté de limiter les dégâts en revenant à la prise de position originale défendue par le bloc militaire à l'effet qu'elle n'avait pas mené d'attaques au Pakistan. Le jour même, elle avait envoyé deux autres hélicoptères de combat dans le but de mener un troisième raid dans les régions tribales.

L'OTAN poursuivra ses attaques meurtrières en sol pakistanais peu importe la cible et ne donnera ni avertissement ni excuse. Les États Unis continueront d'intensifier leurs attaques de missiles Hellfire contre quiconque, en se contentant de rapports inexacts, anecdotiques et intéressés.

Le nombre de morts au Pakistan pour le mois de septembre est bien au-delà de 200 et pour l'année il se situe à plus de 2 000. La justification donnée par les États-Unis et l'OTAN pour expliquer ce carnage est que celui-ci vise à prolonger la politique de Barack Obama visant à « désorganiser, démanteler et vaincre » les réseaux d'insurgés en Afghanistan jusqu'au Pakistan, prétendant ainsi mettre un terme plus rapidement à la guerre.

Il y a quarante ans, le prédécesseur d'Obama, Richard Nixon, commençait ainsi son discours annonçant l'expansion de la guerre du Vietnam au Cambodge : « Bonsoir, mes compatriotes américains. Il y a dix jours, dans mon rapport à la nation sur la question du Vietnam, j'ai annoncé la décision de retirer un autre 150 000 Américains du Vietnam dans l'année qui vient. J'avais dit à ce moment-là que je prenais cette décision malgré nos inquiétudes concernant les agissements de l'ennemi au Laos, au Cambodge et au Sud-Vietnam. Et à ce moment-là j'avais expliqué que si je devais constater que les agissements ennemis s'intensifiaient dans l'ensemble de ces régions et qu'ils mettaient en danger la vie des Américains qui devaient rester au Vietnam, je n'hésiterais pas à prendre des mesures fortes et efficaces pour régler la situation. »[15]

Il prétendait que des « sanctuaires ennemis » au Cambodge « mettaient en danger la vie des Américains qui étaient au Vietnam », et que « si cet effort de la part de l'ennemi s'avérait un succès, le Cambodge deviendrait une vaste région organisationnelle ennemie et un tremplin pour attaquer le Sud-Vietnam tout le long de sa frontière de 600 milles : un refuge vers lequel des troupes ennemies pourraient retourner pour fuir le combat sans craindre les représailles ».

Il avait commandé un déploiement pour « aller au coeur du problème, ce qui veut dire nettoyer les grands territoires vietnamiens et vietcong occupés, ces sanctuaires qui servent de bases pour mener des attaques contre les forces, tant cambodgiennes, américaines que sud-vietnamiennes, au Sud-Vietnam ».

L'application pratique de cette politique se résumait ainsi : « Nous avons mené des attaques cette semaine pour en finir avec les principaux sanctuaires ennemis sur la frontière du Cambodge et du Vietnam. »

Dans un langage très familier entendu récemment à Washington et à Bruxelles – seuls les pays ont changé de nom – Nixon avait déclaré : « Nous entreprenons cette action, non pas dans le but d'étendre la guerre jusqu'au Cambodge, mais dans le but de mettre un terme à la guerre au Vietnam... »

Washington étendit en effet la guerre du Vietnam jusqu'au Cambodge, avec les conséquences désastreuses que les peuples ne connaissent que trop bien, pour peu après déguerpir, vaincu, de l'Asie du sud-est, laissant derrière lui des régions entières du Vietnam et du Cambodge en ruines.

Le sort de l'Afghanistan et du Pakistan ne sera pas plus reluisant.

#### **Notes**

1. Radio Free Europe/Radio Liberty, le 12 novembre 2004
2. Le New York Times, le 27 Septembre 2010
3. Le New York Times, le 9 septembre 2008
4. Meet the Press, le 10 mai 2010, <http://msnbc.msn.com/id/30658135>
5. Le Dawn News, le 28 septembre 2010
6. Le Daily Times, le 28 septembre 2010
7. Le Financial Times, le 27 septembre 2010
8. Associated Press, le 27 septembre 2010
9. Le New York Times, le 27 septembre 2010
10. Le Dawn News, le 27 septembre 2010
11. The Guardian, le 27 septembre 2010
12. « L'OTAN entraîne le Pakistan dans son réseau mondial », Stop NATO, le 23 juillet 2010
13. Le Dawn News, le 28 septembre 2010
14. Le Dawn News, le 27 septembre 2010
15. Richard M. Nixon, Discours sur l'incursion cambodgienne, <http://www.americanrhetoric.com/speeches/richardnixononcambodia.htm>  
<http://www>.

*(Traduit de l'anglais par Le Marxiste-Léniniste)*

- Rick Rozoff,

Stop NATO,

28 septembre 2010 -

<http://www.cpcml.ca/francais/Lmlq2010/Q40157.htm#2>

---

## 1-5 L'aide humanitaire au Pakistan sous contrôle de l'Otan et des États-Unis.

Le Pakistan vit en guerre depuis 2004. L'OTAN et les USA s'y déploient, selon les déclarations officielles, afin de protéger les moyens logistiques nécessaires à leur guerre « contre le terrorisme ».

En mars 2010, le pays a vécu des inondations dramatiques lors de la crue de ses fleuves et rivières. L'appel à l'aide humanitaire a été diffusé dans tous les médias mais, malgré le nombre de victimes, de sans abri, de déplacés, l'aide se fait attendre !

Pourquoi ? Un survol des communiqués des agences de presse nous donne quelques éléments de compréhension :

Reuters, 27 août : Les USA voient des terroristes ... partout !

« Les États-Unis ont la preuve d'une implication croissante des activistes pakistanais et des ONG caritatives qui leur sont affiliées dans les secours aux victimes des inondations dans le but de renforcer leur popularité, a déclaré un haut responsable américain.

Le Département d'Etat américain a déjà mis en garde contre le risque de voir les activistes islamistes s'attaquer aux travailleurs humanitaires expatriés déployés sur le terrain.

Ces inondations, les plus graves depuis des décennies, font suite aux pluies de mousson exceptionnelles cette année. Elles ont mis à mal la capacité du pays et de son gouvernement civil à répondre efficacement et rapidement à la catastrophe.

L'un des risques majeurs serait de voir les activistes islamistes et leurs ONG exploiter la colère de la population face à l'incurie de l'État, même si les États-Unis et leurs alliés ont dépêché des aides supplémentaires.

Le responsable américain de haut rang, qui a réclamé l'anonymat, a affirmé que des activistes distribuaient même de l'argent aux sinistrés. "Il existe des indices très clairs montrant que les insurgés et les groupes affiliés cherchent actuellement à utiliser les inondations et les opérations de secours pour renforcer leur popularité avec, pour objectif à terme, de contrôler une bonne part du Pakistan", a-t-il dit jeudi.

La semaine dernière, les autorités pakistanaises, conscientes de ce risque, avaient annoncé qu'elles allaient sévir contre les organisations caritatives liées aux groupes radicaux islamistes. »

Mais aussi : AFP, 26 août

« WASHINGTON — Les talibans du Pakistan préparent des attaques contre des travailleurs humanitaires étrangers déployés dans le cadre de l'aide aux victimes des inondations dans ce pays, a affirmé mercredi un haut responsable gouvernemental américain à l'AFP. "Selon les informations dont dispose le gouvernement américain, les talibans pakistanais préparent des attaques contre des étrangers participant aux opérations humanitaires en cours au Pakistan", touché par des inondations historiques, a précisé ce responsable, qui s'exprimait sous couvert de l'anonymat.

Egalement, de même source, "les talibans pakistanais pourraient aussi préparer des attaques contre des responsables fédéraux et provinciaux à Islamabad".

Le Pakistan est confronté à la plus grave crise humanitaire de son histoire, avec plus d'un cinquième du pays inondé, au moins 1.500 morts selon Islamabad, et plus de 17 millions de personnes affectées selon l'ONU. Quelque huit millions de sinistrés, dont environ cinq millions de sans-abri, ont besoin d'une aide d'urgence, estiment les Nations unies. [...]

Plus tôt mercredi, des responsables avaient affirmé ne pas avoir remarqué d'actes hostiles lors des opérations humanitaires. Selon un général américain, les forces américaines engagées dans ces opérations n'ont pas fait état de problèmes de sécurité. "Nous n'avons eu absolument aucun problème de sécurité en trois semaines de présence là-bas", a assuré le général de brigade Michael Nagata, lors d'une téléconférence retransmise à Washington depuis le Pakistan où il se trouve.[...]

Etant donné le fort sentiment anti-américain qui prévaut au Pakistan, les autorités du pays distribuent habituellement elles-mêmes l'aide acheminée par avions et hélicoptères de l'armée américaine.

Le général Nagata, le deuxième plus haut gradé américain sur le terrain, a néanmoins assuré que les civils pakistanais "sont impressionnés lorsqu'ils voient les soldats pakistanais et américains travailler côte à côte, voler dans les mêmes hélicoptères et œuvrer ensemble sur les zones d'atterrissage".

Les autorités américaines affirment que leurs hélicoptères ont permis de sauver plus de 6.000 personnes prises au piège des inondations ».

Info ou intox ? Propagande !

Sur le site Otan : Le 7.8.2010, le gouvernement du Pakistan a demandé officiellement à l'OTAN de l'aider à faire face aux inondations qui frappent le pays, le conseil de l'OTAN a chargé le Centre euro-atlantique de coordination des réactions en cas de catastrophe (EADRCC) de centraliser l'aide humanitaire offerte par les pays alliés et leurs partenaires.

Et dans le New York Times du 14.8.2010, « Secourir les victimes des inondations, a déclaré Richard Holbrooke, représentant de l'administration Obama pour l'Afghanistan et le Pakistan, sert non seulement à sauver des vies humaines, mais aussi à rétablir l'image des États-Unis au Pakistan ». . Dans ce pays l'opposition aux opérations "antiterrorisme" conduites par les forces états-uniennes, a augmenté, car elles provoquent un nombre toujours plus grand de victimes civiles... « Maintenant, le peuple pakistanais verra que, quand une calamité naturelle frappe, ce ne sont pas la Chine et l'Iran, ou l'Union européenne, mais toujours les USA qui dirigent ».

Ce que j'en tire comme conclusions c'est que les USA, avec l'aide de l'OTAN, contrôlent toute l'aide humanitaire envoyée au Pakistan. Si ici, en Belgique, il y a des dons, si l'Union Européenne a accordé des subsides, les USA à travers l'ONU et grâce à l'OTAN désirent donner une image humanitaire à leur présence sur place en centralisant le tout et surtout, en protégeant « sa logistique guerrière » indispensable au conflit en Afghanistan.



## 2 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

### 2-1 Luc Delval : La menace terroriste, réelle et supposée

Extrait

On ne se départit pas facilement d'une vision colonialiste du monde.

Témoin un échange, mercredi, entre le journaliste de France 5 qui anime l'émission de talk-show politique "C dans l'air" et un de ses invités, Pierre Servent (un expert en quelque chose).

Le débat - comment se fesse ? - tournait autour de la menace terroriste, réelle et supposée.

Question du journaliste (les citations sont d'après des notes prises au vol, si vous voulez entendre au mot près, allez sur le site web de l'émission) : "La menace d'attentats pourrait-elle être liée aux ravages créés en Afghanistan par les drones, avions sans pilote qui ne servent plus seulement à l'observation, mais tirent des missiles et font des morts tous les jours ?"

Un petit reportage explique alors ce qu'est la vie des militaires américains qui utilisent ces drones : ils habitent la Floride ou le Nevada, quittent la maison familiale le matin après un bon petit déj', vont au bureau où, confortablement assis devant des écrans dans une salle climatisée, ils manipulent un joystick. Et à des milliers de kilomètres de là un drone survole des villages afghans. Si l'opérateur repère quelque chose de suspect, il pousse sur un bouton - en Floride ou au Nevada - et des gens prennent un missile sur la gueule trois secondes plus tard en Afghanistan (ou ailleurs, peu importe pourvu que ce soit dans un pays musulman). A midi, ils rentrent chez eux manger un hamburger et faire un bisou à Madame, puis retournent au bureau faire la guerre, avant de regagner leur petite maison pour regarder la télé (Chuck Norris, c'est reposant après une journée de dur labeur au service de la civilisation). Le soir, dodo réparateur : la journée de demain sera dure, y'a pas mal de muslims à exterminer encore.

Et les experts de préciser, l'air manifestement satisfaits, qu'à aucun moment avant que le ciel leur tombe sur la tête, les cibles n'ont eu le sentiment d'être surveillées : elles n'ont rien vu, rien entendu... **Il ne vous étonnera pas d'apprendre au passage qu'Israël est devenu un des principaux producteurs de ce genre de joujous, dont la taille varie de celle d'une libellule à celle d'un Boeing 737 et l'autonomie peut atteindre des dizaines d'heures de vol.**

Donc, disais-je, question du journaliste : ces drones font des morts tous les jours depuis de nombreux mois en Afghanistan (140 morts au cours du mois écoulé seulement, sans qu'on puisse savoir combien de civils, de femmes et d'enfants parmi eux), n'y aurait-il pas un lien avec une hypothétique menace terroriste chez nous ? (il est bien élevé, le journaliste, et il tient à sa place, donc il ne suggère pas que l'usage de ces drones EST du terrorisme).

Réponse de l'invité Pierre Servent (photo à droite, évidemment !) : "cela paraît peu vraisemblable ! il y a de nombreux mois que les drones sont utilisés de cette manière et tuent tous les jours, et cela n'a jamais engendré de menace terroriste. Donc il n'y a aucune raison de penser que ce soit le cas maintenant".

C'est pas une logique implacable, ça ? Pourquoi voulez-vous que des gens que de courageux militaires occidentaux se fatiguent à flinguer à coups de joysticks depuis des mois finissent, comme ça, soudain, sans justification, par mal le prendre ? Ils ont eu le temps de s'habituer, non ? (si non, c'est vraiment la preuve de leur infériorité et de leur inaptitude au monde moderne).

Vraiment, s'ils finissaient par se fâcher - sait-on jamais ? c'est gens-là ne sont pas des cartésiens démocrates comme nous - ce ne serait que la preuve de leur perversité intrinsèque, et on ne pourrait en tirer d'autre conclusion que la nécessité de multiplier la flotte de drones par dix. Au moins. Avec des plus gros missiles, si possible.

Dans ses vœux de bonne année, voici dix mois, la Libre Belgique souhaitait "que la nature dramatiquement perverse de certains peuples, de leurs dirigeants et de leurs référents religieux ne répande pas - ou moins ! - de guerres, d'épurations et de violences de toute nature". Comme c'était bien vu.

Luc Delval

jeudi 07 octobre

<http://www.lesdoigtsdanslacrise.info:80/index.php?post/2010/10/07/Mais-enfin-pourquoi-ils-nous-haissent-comme-ca-ces-bougnoules-Quest-ce-quon-leur-a-fait-a-part-les-bombarder-pour-leur-bien>

---

### 2-2 William Blum : La mentalité américaine.

Depuis l'inondation qui a frappé le Pakistan au mois de juillet : des centaines de villages ont été emportés et d'innombrables fermes et des cultures essentielles comme le maïs ont été détruites ; les officiels estiment les dégâts à plusieurs centaines de millions de dollars et il semblerait que le Pakistan ne s'en remettra pas avant plusieurs années.

Mes remarques visent les lecteurs qui ont à supporter ces Américains qui se renfrognent chaque fois qu'ils entendent les Etats-Unis être accusés d'actes répréhensibles ; ces Américains là sont convaincus que l'Amérique

agit avec de bonnes intentions ; nos motivations sont nobles. Et s'il nous arrive de faire quelque chose qui ne paraît pas très nette, et qu'on n'arrive pas à la dissimuler ou fournir une explication plausible... eh bien, ils diront que les superpuissances ont toujours agi ainsi et que nous ne sommes pas pires que les autres et même meilleurs que la plupart d'entre eux.

Que Dieu Bénisse l'Amérique.

Il arrive qu'un certain pourcentage d'entre eux changent d'opinion et arrêtent de se raconter des histoires ; ça arrive généralement après une nième confrontation à un comportement plus que douteux de leur gouvernement quelque part dans le monde.

La valeur de « n » pouvant varier bien-sûr selon les individus. Alors ne baissez pas les bras devant ces Américains purs jus que vous croisez. On ne peut jamais deviner à quel moment vos explications sur la méchanceté de leur pays préféré finiront par faire céder le mur de certitudes qui entoure ces grands amoureux de l'impérialisme. (Mais rappelez-vous la mise en garde de l'Allemand Friedrich Schiller : Mit der Dummheit kämpfen Götter selbst vergebens - « devant la stupidité, même les dieux sont impuissants ») ....

Le renversement du dernier espoir pour un pays, avec des conséquences désastreuses, est une habitude historique que l'on retrouve tout au long des chroniques des interventions impérialistes des Etats-Unis, de l'Iran au Guatemala dans les années 50, d'Haiti à l'Afghanistan dans les années 90, et de nombreux autres exemples entre les deux. Washington s'acharne depuis 10 ans à faire tomber Hugo Chavez.

Et comme on dit dans certaines publicités « ne tentez pas de le refaire chez vous ». Je vous encourage à ne pas perdre votre temps à tenter de convaincre des types comme Thomas Friedman du New York Times qui a récemment écrit que « les hommes et les femmes de l'Armée américaine, des Forces Navales, des Forces Aériennes et des Marines » constituent « la plus importante force de maintien de la paix dans le monde de ces derniers 100 ans ». (6) Que peut-on bien dire à un type pareil ? Et dire qu'il s'agit là du principal commentateur de politique internationale pour le « journal de référence » de l'Amérique. Que Dieu nous vienne en aide. Ce type devrait être sous la surveillance d'un adulte.

Source : Le Grand Soir 5 octobre 2010

mardi 5 octobre 2010

---

## 2-3 Le Canada veut utiliser des bases pakistanaises....

Le Pakistan étudie une demande du Canada d'utiliser ses bases militaires lors du retrait des Forces canadiennes d'Afghanistan l'an prochain.

Une source au ministère pakistanais des Affaires étrangères a affirmé que le Canada avait formulé cette demande il y a plusieurs mois.

L'individu ayant requis l'anonymat a déclaré que la décision sera prise conjointement avec les autorités militaires du pays, mais qu'on ignore à quel moment.

Le haut commissaire du Pakistan à Ottawa, Mian Gul Akbar Zab, a confirmé mercredi que des négociations étaient en cours quant à l'utilisation des ports de Karachi pour expédier vers le Canada des milliers de conteneurs de matériel non stratégique. M. Zab a déclaré que rien n'était encore finalisé quant à un possible accord.

Ces cargaisons devront d'abord être transportées par voie de terre, ce qui pose un problème quant à la sécurité. Plusieurs convois de l'OTAN ont été attaqués par des résistants au Pakistan au cours des dernières semaines, après qu'un litige avec les États-Unis ait entraîné la fermeture de la frontière.

L'armée canadienne a été évacuée, la semaine dernière, de sa base logistique à Dubaï, à la suite d'un différend commercial entre le Canada et les Émirats arabes unis concernant les droits d'escale pour les transporteurs aériens de l'Etat du Golfe.

Cette base, appelée «Mirage», devait jouer un rôle clé dans le retrait des soldats et du matériel pour la fin de la mission de combat canadienne en Afghanistan, prévu pour juillet 2011.

La fermeture imminente de la base a obligé les Forces canadiennes à trouver un autre centre d'approvisionnement pour la mission en Afghanistan. L'armée utilise, mis à part Mirage, une base de l'OTAN en Allemagne.

Les représentants militaires ont déclaré que les forces canadiennes occuperaient la base de Dubaï jusqu'à la date limite permise, qui devrait se situer au début du mois de novembre. Ils ont ajouté qu'aucune décision n'avait encore été prise quant à l'équipement présentement entreposé sur la base Mirage.

Après qu'Ottawa ait refusé d'augmenter ses droits d'escale pour des vols à destination de villes canadiennes, les Émirats arabes unis ont répliqué en interdisant l'accès à la base militaire de Dubaï aux Forces canadiennes.

Six vols par semaine sont actuellement permis entre Toronto et Dubaï ou Abou Dhabi. Air Canada s'était opposé à l'augmentation du nombre de vols, soutenant qu'il n'y avait que très peu de passagers arrivant des pays du Moyen-Orient et que les bénéfices pour les compagnies des deux pays n'étaient pas les mêmes.

<http://www.journalmetro.com/linfo/article/661578--le-canada-veut-utiliser-des-bases-pakistanaises>

---

## 2-4 La machine de guerre institutionnelle des Etats-Unis.

Dans un de ses essais, Fidel Castro a récemment abordé l'hostilité des États-Unis envers le Venezuela. « Ce qu'ils veulent c'est le pétrole vénézuélien, » a écrit le dirigeant cubain. (9) C'est un point de vue largement partagé

par la gauche internationale. Cette opinion est exprimée, par exemple, dans le documentaire récent d'Oliver Stone « South of the Border ». Je ne suis pas d'accord.

Dans la période qui a suivi la deuxième guerre mondiale, rien qu'en Amérique latine, les États-Unis ont eu la même attitude hostile envers des gouvernements et mouvements progressistes au Guatemala, Salvador, Nicaragua, Honduras, Grenade, République Dominicaine, Chili, Brésil, Argentine, Cuba et Bolivie. Ce que ces gouvernements et mouvements avaient en commun, c'était qu'ils étaient de gauche. Rien à voir avec le pétrole. Depuis plus de 50 ans, Washington tente d'empêcher l'émergence de tout gouvernement en Amérique latine qui menace d'offrir une alternative viable au modèle capitaliste. Le Venezuela, bien-sûr, cadre parfaitement avec cette définition, avec ou sans pétrole.

L'essence de la guerre froide partout dans le monde était l'idéologie.

Le secret pour comprendre la politique étrangère des États-Unis est qu'il n'y a pas de secret.

Il faut d'abord comprendre une bonne fois pour toutes que les États-Unis aspirent à dominer le monde. Une fois cette idée assimilée, tout le reste coule de source. Pour illustrer cette aspiration par des chiffres, depuis la deuxième guerre mondiale les États-Unis ont :

- renversé plus de 50 gouvernements, la plupart démocratiquement élus
- se sont ingérés ouvertement dans les élections d'au moins 30 pays.
- mené des guerres ou des actions militaires, directement ou par des armées mercenaires, dans environ 30 pays
- tenté d'assassiner plus de 50 dirigeants étrangers
- largué des bombes sur environ 30 pays
- éliminé des dizaines de mouvements populistes/nationalistes partout dans le monde. (10)

La machine de guerre institutionnelle des États-Unis a longtemps été, et est encore, en pilotage automatique.

(...)

William Blum

octobre 2010

Chronique de l'Anti-empire

<http://killinghope.org/bblum6/aer86.html>

Auteur de "Guerres Scélérates" et "Etat Voyou" - éditions Parangon

Traduction partielle par VD pour le Grand Soir

Notes

1. Wikipedia, Drone attacks in Pakistan
2. AllAfrica.com, New Evidence Shows U.S. Role in Congo's Decision to Send Patrice Lumumba to His Death, August 1st 2010
3. The Select Committee to Study Governmental Operations with Respect to Intelligence Activities (US Senate : The Church Committee), Interim Report : Alleged Assassination Plots Involving Foreign Leaders, November 20, 1975, p.58
4. Jonathan Kwitny, Endless Enemies : The Making of an Unfriendly World (1984), p.57
5. New York Times, February 22, 1976, p.55
6. New York Times, October 11, 2009
7. White House Press Office, Remarks by the President to the United Nations General Assembly, September 23, 2010
8. The Providence Journal, "Obama a very smooth liar", June 17, 2009
9. Reflections by Comrade Fidel, "What they want is Venezuela's oil", September 27, 2010

URL de cet article

<http://www.legrandsoir.info/Lutter-contre-la-mentalite-americaine-Un-type-appelle-Barack-Obama.html>

<http://www.legrandsoir.info:80/Lutter-contre-la-mentalite-americaine-Un-type-appelle-Barack-Obama.html>

---

---

### 3 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage l'analyse de l'auteur mais doit être vu comme information.

#### 3-1 Vers une invasion étatsunienne du Pakistan ?

C'est un grand classique depuis la guerre du Vietnam : les pays qui servent de base arrière aux résistants deviennent rapidement des cibles et font les frais du conflit qui se déroule chez le voisin.

Tel est le cas du Pakistan aujourd'hui. Depuis début septembre les autorités pakistanaises ont recensé 24 frappes de drones sur leur territoire qui ont causé plus de 140 morts (90 % de civils selon les médias pakistanais).

Selon le journaliste Eric Margolis, les récentes alertes sur un risque d'attentat en Europe auraient précisément pour but de justifier la stratégie du Pentagone ne plus en plus axée sur l'attaque du Pakistan.

La semaine dernière, le Pakistan a temporairement fermé l'itinéraire d'approvisionnement principal des États-Unis et de l'OTAN qui va de Karachi à la frontière afghane à Torkham après le massacre de trois soldats pakistanais depuis des hélicoptères militaires étatsuniens. Trois convois de fourniture en combustible étatsuniens ont été brûlés par des activistes pakistanais. Les États-Unis dépensent beaucoup d'argent le long de cette route pour acheter les fonctionnaires, les chefs de guerre pachtounes, et certains résistants afin que l'approvisionnement des troupes en Afghanistan ne soit pas coupé, et ce, en plus de l'aide annuelle officielle de 2 milliards de dollars au gouvernement de Karachi. Les forces spéciales sont infiltrées sur place. Mais le sentiment anti-étatsunien dans la

région est à son comble - ce qui d'ailleurs a favorisé un rapprochement entre le Pakistan et l'Iran.

L'ancien chef d'Etat major pakistanais, le général Mirza Aslam Beg, a récemment suggéré à son gouvernement de tirer sur les drones américains qui survolent illégalement le territoire.

Toujours selon Margolis, Washington ne ferait plus confiance au gouvernement civil d'Asif Ali Zardari et compterait surtout sur le pouvoir militaire du général Ashfaq Kayani, un général d'infanterie qui a été autrefois propulsé dans la hiérarchie par Benazir Bhutto (qu'un livre écrit par sa nièce qui vient de paraître chez Penguin Books India démystifie sérieusement).

Cette politique pourrait encore se durcir en cas de victoire des Républicains aux élections du Congrès. Les néoconservateurs étatsuniens continuent de suggérer l'élimination de l'arsenal nucléaire pakistanais par les forces spéciales et la division non seulement de l'Afghanistan mais aussi du Pakistan en entités ethniques qu'ils pourraient contrôler plus facilement, comme ils ont aussi voulu le faire en Irak.

<http://atlasalternatif.over-blog.com/article-vers-une-invasion-etatsunienne-du-pakistan-58389064.html> )

6 octobre

---

---

## 4 Annexe

### 4-1 Les lauréats du Prix Nobel de la paix après le 11-Septembre

2003 <a href="#">Shirine Ebadi</a>	Pour faire monter la pression contre l'Iran
2004 <a href="#">Wangari Muta Maathai</a>	Pour faire monter la pression contre le Kenya et les Etats africains qui se rapprochent de la Chine
2005 <a href="#">AIEA et Mohamed ElBaradei</a>	Pour avoir neutralisé Hans Blix et avoir permis la guerre contre l'Irak
2006 <a href="#">Muhammad Yunus et la Grameen Bank</a>	Pour avoir financiarisé la pauvreté en prêtant aux personnes non solvables à un taux double du marché
2007 <a href="#">GIEC et Al Gore</a>	Pour avoir inventé <a href="#">le bogue de l'an 2000</a> et pour justifier la <a href="#">financiarisation de l'écologie</a> et la Bourse des droits d'émission de CO2
2008 <a href="#">Martti Ahtisaari</a>	Pour avoir fait capoter les négociations avec la Serbie et avoir justifié la guerre du Kosovo
2009 <a href="#">Barack Obama</a>	Pour avoir <a href="#">relooké les USA tout en continuant leurs guerres impériales</a>
2010 <a href="#">Liu Xiaobo</a>	Pour faire monter la pression contre la Chine  <a href="http://www.voltairenet.org/article167221.html">http://www.voltairenet.org/article167221.html</a>

---

---

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " *Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19*